Cette élection provoquait naturellement un intérêt passionné en France. Les hommes politiques dont on mentionnait les noms comme candidats possibles étaient MM. Paul Deschanel, Léon Bourgeois, Rouvier, Sarrien, Doumer et Fallières. Mais les deux derniers étaient les plus considérables, et à la fin ce sont eux qui sont restés seuls en présence.

M. Doumer appartenait au groupe radical et fut longtemps inféodé à la politique violente et sectaire du parti ou plutôt des partis qui gouvernent la France depuis six ans. Mais, durant la dernière période du règne de M. Combes, il avait secoué le joug, et fait, à plusieurs reprises, acte d'indépendance, et même d'hostilité envers le ministère jacobin, comme président de la commission du budget. Et, l'année dernière il avait battu, pour la présidence de la Chambre, le candidat des loges et du Bloc, M. Henri Brisson. Cela avait suffi pour le rendre suspect à la coalition radicale-socialiste, dont les chefs et les journaux ne perdaient pas une occasion de l'attaquer. La candidature de M. Doumer à la présidence de la République était devenu leur cauchemar. Jaurès, Clémenceau, Ranc, la *Lanterne*, l'*Action*, l'*Humanité*, etc., la dénonçaient comme un grand péril public. Dans une récente élection sénatoriale, où M. Fallières était candidat, les deux aides de camp de M. Combes, MM. Pelletan et le général André, avaient volé à la rescousse du président du Sénat qu'on disait en danger. Ils avaient adjuré les électeurs de sauver la République en élisant M. Fallières qui, battu, ne pouvait plus barrer à M. Doumer le chemin de l'Elysée. Or M. Doumer, c'était l'ennemi. Il fallait entendre le tonitruant M. Pelletan :

“Si Doumer était élu, — Doumer qui prétend avoir derrière lui tous les partis politiques avec lesquels on peut aisément trafiquer et tous les grands sabres, — ce serait la dictature dont il semble gravir pas à pas les marches; ce serait même la guerre déchaînée avec l'étranger. Or donc pour empêcher M. Doumer de donner libre cours à ses desseins et à son ambition, il est nécessaire que dans tous les départements une pensée d'union guide les bons républicains et qu'à l'occasion notamment des élections prochaines, les citoyens comprennent et sachent accomplir leur devoir.”